

BUREAU de la LIQUIDATION  
DOCUMENTS  
DOSSIER  
N° 1041

24.11.1941/2

Conventions du 9.9.1939

Régime financier des chemins de fer  
en temps de guerre

Dossier aux archives

---



EXTRAIT

DE LA CONVENTION RELATIVE AU REGIME FINANCIER  
DES CHEMINS DE FER EN TEMPS DE GUERRE

9 Septembre 1939

BUREAU de la LIQUIDATION  
DOCUMENTS  
DOSSIER  
No 1041

ARTICLE II

L'équilibre du budget de la S.N.C.F. devra être assuré, dans les conditions prévues par les articles 18 et 19 de la Convention du 31 août 1937, sous les réserves suivantes :

a) pendant la période définie à l'article Ier, le Conseil d'Administration devra procéder, tous les trois mois au moins, à un examen de la situation financière et proposer les majorations de tarifs nécessaires pour rétablir l'équilibre;

b) pendant cette même période, les majorations de tarifs visées ci-dessus n'auront pas à être soumises à l'examen du Conseil Supérieur des Transports;

c) pendant la dite période, les délais de un, deux et trois mois prévus par le quatrième paragraphe de l'article 18 seront réduits de moitié;

d) par dérogation au deuxième alinéa de l'article 19, pour tous les exercices compris entre le 1er Janvier de l'année de la mobilisation générale et le 31 Décembre qui suivra la date officielle de cessation des hostilités, l'équilibre ci-dessus visé sera assuré dans les conditions applicables à l'exercice précédent la mobilisation générale si celle-ci intervient au cours du premier semestre et à l'exercice même de cette mobilisation si celle-ci intervient pendant le deuxième semestre. La réalisation de l'équilibre intégral sera, le cas échéant, reculée d'autant d'années qu'il s'en sera écoulé pendant la période précitée;

e) l'application des dispositions prévues au deuxième alinéa de l'article 25 de la Convention du 31 août 1937 sera suspendue pendant tous les exercices compris entre le 1er Janvier de l'année de la mobilisation générale et le 31 Décembre qui suivra la date officielle de cessation des hostilités.

Les insuffisances éventuelles du compte de liquidation de chaque exercice, déduction faite des charges non encore incorporées dans l'équilibre financier de la S.N.C.F., seront couvertes, à partir du 1er Janvier suivant le dit exercice, par une allocation en capital inscrite au budget de l'Etat, versée dans les conditions

Voir lettre  
du 16 Sept.  
1940 (ci-annexée)

Voir lettre  
du 16/3  
ci-annexée

15  
prévues par ~~l'annexe~~ le premier alinéa de l'article 25  
de la Convention du 31 Août 1937 et remboursable sans inté  
rêt dans les conditions fixées à l'article 24 de la dite Conve  
vention.

f ) le remboursement des avances consenties à la S.N.C.F.  
en vertu de l'article 27 de la Convention du 31 Août 1937 sera  
automatiquement imputé sur les versements effectués par l'Etat  
du fait, tant de la disposition "e" ci-dessus, que de l'article  
25, premier alinéa, de la Convention du 31 Août 1937 .

.....

16

CONVENTION DU 9 SEPTEMBRE 1939  
relative au régime financier des Chemins de Fer  
en temps de guerre  
-----

.....

- ARTICLE III

Les dépenses engagées par le S.N.C.F. à la demande de l'Autorité Militaire pour procéder soit à des travaux d'établissement, soit au renouvellement ou à la réparation d'installation ou de matériel détruits ou détériorés du fait des hostilités, lui seront remboursées par l'Etat sur présentation de mémoires, dans les conditions en vigueur en ce qui concerne les travaux remboursables en capital.

L'Etat se réserve le droit, après la cessation des hostilités, de procéder à une révision portant sur le montant et la nature des dépenses visées au premier alinéa du présent article.

Cette révision tiendra compte de l'utilité que pourront présenter pour le S.N.C.F. les dépenses en cause.

- ARTICLE IV -

Les sommes qui seront dues à la S.N.C.F. en titre de la remise en état de ses installations et de son matériel seront déterminées et versées conformément aux principes posés par la législation régissant la matière, soit actuellement par les articles 23 et 24 de la loi du 11 Juillet 1938 sur l'organisation générale de la Nation en temps de guerre.

.....

Le Président du Conseil d'Administration  
de la S.N.C.F.

Signé: GUINANT

Fait à Paris, le 9 Septembre 1939

Le Ministre des Travaux Publics

Signé : A. de MONZIE

Le Vice-Président  
du Conseil d'Administration de la S.N.C.F.

Signé: GRIMPRET



I - Dispositions Administratives

II - Dispositions Financières.

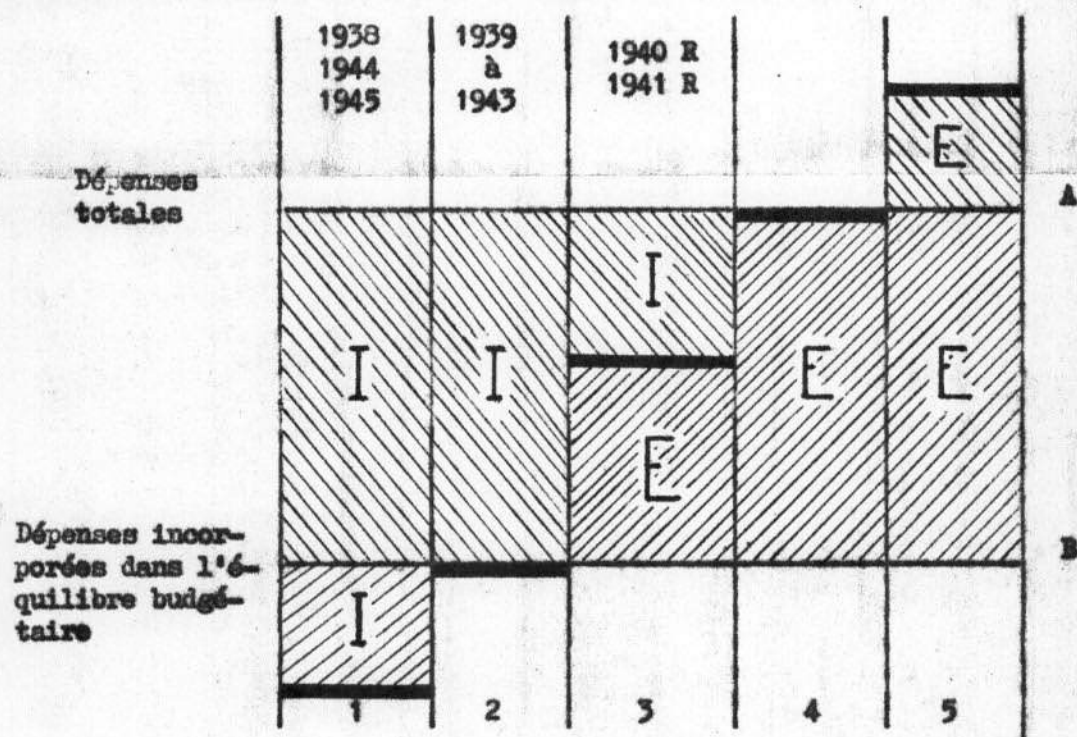
7) Grand et petit équilibre -

Ce sont là des termes qui n'ont aucun caractère officiel, mais que l'on emploie couramment parce qu'ils sont très expressifs.

Le petit équilibre est constitué, quant aux dépenses, par les dépenses totales, diminuées de la part du poste B) c) qui n'est pas incorporée dans l'équilibre budgétaire. C'est l'ensemble des postes a), b), d), e), f), et g) des dépenses, plus une fraction du poste c) actuellement nulle.

La part du poste B) c) non incorporée (actuellement la totalité) constitue les charges de grand équilibre.

Le graphique de la page 8 montre les différents cas qui peuvent se présenter suivant la valeur relative, d'une part, des recettes et, d'autre part, des dépenses de petit et de grand équilibre. Il indique, pour chacun des cinq cas possibles, les exercices où il s'est réalisé (la lettre R se rapporte aux exercices rectifiés à la suite du versement allemand de 2.500.000.000 F dont il sera parlé plus loin).



montant des recettes

petit équilibre

grand équilibre

I insuffisance

E excédent

A B = charges de grand équilibre = part des charges des emprunts émis pour les besoins antérieurs au 1er janvier 1938 non incorporée dans l'équilibre budgétaire.

16 Mars 1940

Monsieur le Ministre,

Aux termes du 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 25 de la Convention du 31 Août 1937, les avances faites par l'Etat à titre de garant, en couverture de l'insuffisance du compte annuel de liquidation seront, dans la mesure où elles dépasseront le montant des charges non encore incorporées dans l'équilibre financier de la S.N.C.F., remboursées au plus tard le 31 Décembre l'exercice suivant celui au cours duquel elles auront été consenties et porteront intérêt au taux d'escompte de la Banque de France majoré de 1 %.

D'autre part, la Convention du 9 Septembre 1939 a prévu (Art. II - e) :

" L'application des dispositions prévues au 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 25 de la Convention du 31 Août 1937 sera suspendue pendant tous les exercices compris entre le 1<sup>er</sup> Janvier de l'année de la mobilisation générale et le 31 Décembre qui suivra la date officielle de cessation des hostilités "

Il résulte de ce texte que l'obligation de remboursement qui était faite à la S.N.C.F. par le 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 25 de la Convention du 31 Août 1937 a été, de même que le jeu des intérêts, suspendue pendant toute la période d'application de la Convention relative au régime financier des chemins de fer en temps de guerre.

Mais, aux termes de l'article 21 de la Convention du 31 Août 1937, le compte annuel de liquidation de la Société Nationale comprend en dépenses (§ g) "le remboursement au Trésor des avances prévues au 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 25".

Si l'on rapproche ce texte de l'expression "au plus tard" du 2<sup>ème</sup> alinéa dudit article 25, il apparaît que la S.N.C.F. a la faculté de rembourser les dites avances par anticipation avant la date limite fixée.

Nous estimons que cette faculté résultant de l'article 21 de la Convention du 31 Août 1937 n'a pu être suspendue par le § e de l'article II de la Convention du 9 Septembre 1939 qui ne vise que l'article 25.

Dès lors, si pour un exercice de guerre le montant des recettes de toute nature visées au § A de l'article 21 de la Convention du 31 Août 1937 dépasse le montant des dépenses visées aux § B-a, B-b, B-d, B-e et B-f de ce même article, l'excédent doit être appliqué:



2

a) d'abord et à due concurrence au remboursement de l'insuffisance de l'exercice 1938 encore couverte par des avances du Trésor au titre du deuxième alinéa de l'article 25 de la Convention du 31 Août 1937, ledit remboursement étant imputé au § B-g du compte de liquidation ,

b) puis, à due concurrence également, en atténuation des avances du Trésor prévues au troisième alinéa de l'article 19 de la Convention du 31 Août 1937 pour la couverture des charges imputées au § B-c du compte de liquidation ;

le solde éventuel étant affecté dans les conditions fixées à l'article 24.

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir me faire connaître si vous êtes d'accord sur cette interprétation des Conventions des 31 Août 1937 et 9 Septembre 1939.

Je vous renouvelle, Monsieur le Ministre , l'assurance de mon très respectueux dévouement.

Signé : GUINAND.



## NOTE SUR LE FINANCEMENT DES TRAVAUX

-:-:-:-:-

1° - Programme ordinaire et programme quinquennal

Le financement des travaux figurant dans chacun de ces deux programmes sera assuré par la méthode ordinaire, c'est-à-dire par prélèvement sur le fonds de renouvellement, et sur les fonds d'emprunt.

2° - Programme de reconstruction

Nous demandons l'accord du Ministre sur :

- a) l'imputation au compte d'exploitation des dépenses résultant de la mise en oeuvre de ce programme,
- b) le maintien après la date officielle de cessation des hostilités de l'application du § d de l'article 2 de la Convention du 9 Septembre 1939 (Régime financier des Chemins de Fer en temps de guerre); aux termes duquel les dépenses de l'espèce seront couvertes par des avances du Trésor ne portant pas intérêt.

3° - Programme d'équipement

Suivant une méthode inspirée de celle qui avait été admise pour les achats de matériel anglais, la S.N.C.F. réglerait en cours d'année, les entrepreneurs chargés de l'exécution des travaux. En fin d'année, du total des sommes ainsi réglées (augmenté d'intérêts intercalaires) on déduirait les sommes payées ou à payer par l'Etat ou par les collectivités. Le cinquième du reste serait couvert par le fonds de renouvellement, les quatre autres cinquièmes étant couverts par une avance de l'Etat en capital que la S.N.C.F. rembourserait en 40 annuités calculées à un taux qui pourrait être celui qui avait été fixé pour le matériel anglais soit 4%.

Monsieur ME  
 suite de la Confé-  
 tence le 16.9.40 dans  
 Cabinet de M. le Directeur  
 Général.  
 Note remise à M. BERTHELOT  
 le 17.9.40  
 Signé : BROCHU

Conférence  
dans le Cabinet  
de M. L. Directeur  
Général, du 16-9-1940

14 Septembre 1940

FINANCEMENT DES PROGRAMMES DE TRAVAUX ENONCES  
DANS LA LETTRE DU 13 SEPTEMBRE 1940  
DE M. LE DIRECTEUR GENERAL A M. PORCHEZ

-----

1° - Programme ordinaire et programme quinquennal

Le financement des travaux figurant dans chacun de ces deux programmes serait assuré par la méthode ordinaire, c'est-à-dire par prélèvement sur le fonds de renouvellement du matériel et des installations et par prélèvement sur les fonds d'emprunt.

2° - Programme de reconstruction

Il y aurait naturellement avantage à faire supporter par le Compte d'Exploitation les dépenses résultant de la mise en oeuvre de ce programme.

M. BERTHELOT  
LOT d'accord sur l'imputation au compte d'exploitation  
Cet accord sera confirmé par écrit.

Toutefois, en l'état actuel de la réglementation et de la jurisprudence relatives à l'imputation des dépenses, cette inscription au Compte d'Exploitation n'est pas possible « exception faite des dépenses d'un montant inférieur à 400.000 frs. Les dépenses d'un montant supérieur à cette dernière somme sont inscrites au Compte de Premier Etablissement, la valeur des installations remplacées étant elle-même imputée à un article du Compte d'Etablissement (Dépêche ministérielle du 11 Septembre 1939). Il conviendrait donc de demander l'accord de l'Autorité Supérieure pour changer ce mode d'imputation.

Si l'inscription au Compte d'Exploitation est admise, l'application du § d de l'article 2 de la Convention du 9 Septembre 1939 (Régime financier des Chemins de Fer en temps de guerre) aura pour conséquence que les dépenses de l'espèce effectuées avant le 31 Décembre suivant la date officielle de la cessation des hostilités seront couvertes par des avances du Trésor ne portant pas intérêt.

Pour qu'après cette date, le S.N.C.F. n'ait également pas à supporter d'intérêt sur les avances qui lui seraient consenties, il faudrait obtenir que les dispositions de l'article 2 de la Convention du 9 Septembre soient maintenues après cette date pour les dépenses de reconstruction. Toutefois, dans la mesure où ces dépenses donneraient lieu, en cours d'exercice, à des avances de l'Etat (art. 27 de la Convention du 31 Août 1937), le S.N.C.F. paierait sur ces avances des intérêts jusqu'en fin d'exercice.

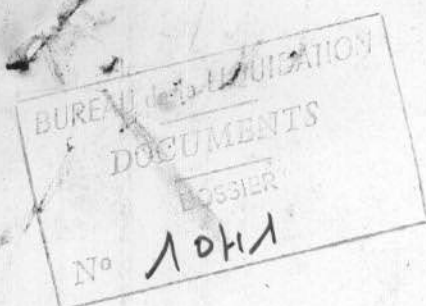
3° - Programme d'équipement

La méthode suivante - inspirée de celle qui avait été admise pour les achats de matériel anglais - pourrait être proposée.

La S.N.C.F. réglerait en cours d'année les entrepreneurs chargés de l'exécution des travaux. En fin d'année, du total des sommes ainsi réglées (augmenté d'intérêts intercalaires) on déduirait les sommes payées ou à payer par l'Etat ou par les Collectivités. Le cinquième du reste serait couvert par le fonds de renouvellement, les quatre autres cinquièmes seraient couverts par une avance en capital que la S.N.C.F. rembourserait à l'aide d'annuités dont la nombre et le taux d'intérêt seraient à discuter ( Pour les achats de matériel anglais, il a été prévu 40 annuités calculées au taux de 4 % ).



16 Mars 1940



Monsieur le Ministre,

Aux termes du 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 25 de la Convention du 31 Août 1937, les avances faites par l'Etat à titre de garant, en couverture de l'insuffisance du compte annuel de liquidation seront, dans la mesure où elles dépasseront le montant des charges non encore incorporées dans l'équilibre financier de la S.N.C.F., remboursées au plus tard le 31 Décembre de l'exercice suivant celui au cours duquel elles auront été consenties et porteront intérêt au taux d'escompte de la Banque de France majoré de 1 %.

D'autre part, la Convention du 9 Septembre 1939 a prévu (Art. II - e) :

" L'application des dispositions prévues au 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 25 de la Convention du 31 Août 1937 sera suspendue pendant tous les exercices compris entre le 1<sup>er</sup> janvier de l'année de la mobilisation générale et le 31 Décembre qui suivra la date officielle de cessation des hostilités "

Il résulte de ce texte que l'obligation de remboursement qui était faite à la S.N.C.F. par le 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 25 de la Convention du 31 Août 1937 a été, de même que le jeu des intérêts, suspendue pendant toute la période d'application de la Convention relative au régime ~~financier~~ financier des chemins de fer en temps de guerre.

Mais, aux termes de l'article 21 de la Convention du 31 Août 1937, le compte annuel de liquidation de la Société Nationale comprend en dépenses (§ g) "le remboursement au Trésor des avances prévues au 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 25".

Si l'on rapproche ce texte de l'expression "au plus tard" du 2<sup>ème</sup> alinéa dudit article 25, il apparaît que la S.N.C.F. a la faculté de rembourser les dites avances par anticipation avant la date limite fixée.

Nous estimons que cette faculté résultant de l'article 21 de la Convention du 31 Août 1937 n'a pu être suspendue par le § e de l'article II de la Convention du 9 Septembre 1939 qui ne vise que l'article 25.

Dès lors, si pour un exercice de guerre le montant des recettes de toute nature visées au § A de l'article 21 de la Convention du 31 Août 1937 dépasse le montant des dépenses visées aux § B-a, B-b, B-d, B-e et B-f de ce même article, l'excédent doit être appliqué:

2  
a) d'abord et à due concurrence au remboursement de l'insuffisance de l'exercice 1938 encore couverte par des avances du Trésor au titre du deuxième alinéa de l'article 25 de la Convention du 31 Août 1937, ledit remboursement étant imputé au § B-g du compte de liquidation ,

b) puis, à due concurrence également, en atténuation des avances du Trésor prévues au troisième alinéa de l'article 19 de la Convention du 31 Août 1937 pour la couverture des charges imputées au § B-e du compte de liquidation ;

le solde éventuel étant affecté dans les conditions fixées à l'article 24.

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir me faire connaître si vous êtes d'accord sur cette interprétation des Conventions des 31 Août 1937 et 9 Septembre 1939.

Je vous renouvelle, Monsieur le Ministre , l'assurance de mon très respectueux dévouement.

Signé : GUINAND.